

# CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

# POUR UN MONDE DURABLE

LES 17 OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Interview*

CYRIL DION : LA POSITIVE ATTITUDE DE « DEMAIN »

*Infographie*

LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
AVEC ELYX *By YAK*

*Témoignages*

ILS S'ENGAGENT POUR  
L'ATTEINTE DES ODD

Revue **41** - Octobre 2017

REVUE DU RÉSEAU N°41

## POUR UN MONDE DURABLE : LES 17 OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Comité de rédaction

Équipe de Centraider

### Contributeurs

Elisabeth Aliaga  
Association Asfhia  
Emilie Bargo  
Emilie Blondy  
Philippe Boizeau  
Anne-Claire Bonhoure  
Lucas Bonnie  
Christian Bourdel  
Franck Chaumartin  
Françoise Chevalier  
Paul Chotard  
Marie-Madeline Chopard  
Nicolas Desmottier  
Association Distilla'Sun  
Jean-François Fillaut  
Dominique Ruols  
Thibaut Meurgey  
Valérie Mukungi  
Vincent Pellé  
Agnès Renauldou  
Julie Renou  
Agnès Riffonneau  
Dominique Thomas  
Elisabeth Tréfeu  
Association Tawaka

### Crédits photographiques

Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies.  
Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com

### Remerciements

Anastasia Apuhkina  
Francine Deniau  
Cyril Dion  
Jérôme Martin  
Yacine Ait Kaci (YAK)

### Elaboration de la revue

Équipe de Centraider

### Coordination et création graphique

Guillaume Guetreau

### Visuel de couverture

Pixabay.com, Guillaume Guetreau

### Directeur de publication

Tony Ben Lahoucine

### Imprimeur

ISF, Blois

ISSN : 2270-8377

### Contact

Guillaume Guetreau, chargé de communication  
guillaume.guetreau@centraider.org  
contact@centraider.org

CENTRAIDER est une association loi 1901 soutenue par  
la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français.



www.centraider.org



# SOMMAIRE

- 2 **Edito**  
par Tony Ben Lahoucine
- 4 **Les événements du Réseau**
- 10 **Infographie:**  
les objectifs du développement durable  
avec ELYX et YAK
- 12 **La France et son engagement dans les objectifs  
du développement durable**  
par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- 16 **Demain - Le Film : La Positive Attitude**  
Interview de Cyril Dion
- 20 **Témoignages**  
Ils s'engagent pour l'atteinte des ODD



# ÉDITO

La France s'engage dans l'élaboration d'une Stratégie 2030 de transition écologique et solidaire. Cette stratégie aura notamment pour objectif la cohérence de l'action gouvernementale en France et dans le monde par la mobilisation de tous les acteurs pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Notre espace régional est l'atout de la proximité dans la réussite de la transition écologique comme solidaire, mais aussi énergétique, démographique, territoriale et citoyenne de nos modes de développement. Il n'y a pas de « plan B », pas de « planète B » car nos sociétés humaines sont interdépendantes et les limites de la planète sont atteintes.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont un projet de civilisation : celui d'un monde en commun, d'une seule communauté humaine entre le Nord et le Sud car nous sommes tous des pays en développement. Les ODD sont une dynamique du local à l'international pour renforcer les synergies entre la mise en œuvre de l'Accord de Paris et celle de l'Agenda 2030.

Cette revue présente les points de force d'une démarche d'amélioration continue de tous les acteurs de CENTRAIDER mobilisés pour un monde plus juste et plus solidaire. CENTRAIDER entend fédérer la communauté des ODD tant sur notre territoire régional que dans l'espace mondial. Les acteurs investis en région Centre - Val de Loire (associations, citoyens, collectivités locales et territoriales, entreprises, institutions...) sont les garants de la diplomatie démultipliée. La France appelle à porter à la fois les enjeux majeurs de l'Humanité et de la Planète que sont l'éradication de la pauvreté, l'urgence climatique, la réduction des inégalités... L'appel lancé par le Président de la République française « Make our planet great again » est à saluer. Mais au cœur de l'été, la réduction drastique de l'Aide Publique au Développement, les ponctions budgétaires sur les Agences de l'Eau, la baisse des dotations aux collectivités locales, la suppression des emplois aidés sont des inquiétudes bien réelles des acteurs de terrain de CENTRAIDER qui doutent des réponses nationales apportées et qui refusent un recul de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale.

**« NOTRE ESPACE RÉGIONAL EST L'ATOUT DE LA PROXIMITÉ DANS LA RÉUSSITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE COMME SOLIDAIRE, MAIS AUSSI ÉNERGÉTIQUE, DÉMOGRAPHIQUE, TERRITORIALE ET CITOYENNE DE NOS MODES DE DÉVELOPPEMENT »**

Sur le plan de notre gouvernance, notre réseau pluri et multi acteurs, après avoir créé des collèges supplémentaires pour les acteurs économiques et les acteurs des jumelages européens, vient d'associer un nouveau collège représentant les Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM). Cette démarche témoigne du cap collectif et inclusif de CENTRAIDER.

Après 5 années comme vice-président aux côtés de Frédéric Tricot, 7 années à la présidence de notre association, je passerai la main début 2018. L'appui du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et du Conseil régional est un socle solide pour faire perdurer les projets portés par CENTRAIDER. Je veux saluer l'engagement solidaire et constant de François Bonneau, Président du Conseil régional. Je veux saluer fraternellement l'engagement des professionnels et des bénévoles de notre réseau mobilisés par des initiatives concrètes vers l'atteinte des ODD.

Avec mes salutations fraternelles et solidaires.



*Tony Ben Lahoucine*

Président de CENTRAIDER

Représentant des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs au Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale

# LES *événements* DU RÉSEAU CENTRAIDER *Mai 2017 - Octobre 2017*

## COMMISSION EDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (ECSI)

**5 MAI - Bourges**

### FORUM ASSOCIATIONS ET ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Développer des partenariats avec les établissements scolaires : c'est nécessaire et possible. 35 structures, dont 14 collèges et lycées, se sont réunies le 5 mai à Bourges pour penser la complémentarité des acteurs de l'éducation à la citoyenneté dans leur territoire. Soutenu par le Conseil départemental du Cher, le forum avait pour objectif de créer des ponts entre l'Éducation nationale et le monde associatif, dans un contexte favorable au rapprochement.

Les membres d'associations locales ont ainsi pu sensibiliser les chefs d'établissement scolaire, conseillers-principaux-auxiliaires d'éducation et enseignants sur l'intérêt de s'engager dans un projet collectif pour permettre aux élèves de mieux comprendre les équilibres mondiaux, et de développer leur esprit d'initiative et leur autonomie. Tous partagent la conviction que cette jeunesse apportera un souffle nouveau.



**POUR EN SAVOIR PLUS  
SUR LES ACTIONS MENÉES  
EN RÉGION EN ECSI,  
RETROUVEZ LE GUIDE  
PRATIQUE SUR  
>[WWW.CENTRAIDER.ORG](http://WWW.CENTRAIDER.ORG)**



PHOTO : GEVALOR



# JOURNÉE D'INFORMATIONS & FORMATIONS

## PROMOUVOIR LES ACTIONS DE GESTION DES DÉCHETS AU SUD (PAGEDS)

**Le 1% déchets est un mécanisme de financement qui permet aux collectivités locales compétentes en matière de collecte et traitement des déchets d'affecter jusqu'à 1% de leurs ressources pour agir à l'international dans le secteur des déchets. Loi n°2014-773, Article L1115-2 du 7 juillet 2014.**

La gestion des déchets est en enjeu central pour notre planète. Les déchets ont un impact sur notre environnement, notre climat (responsables de 5% des émissions de gaz à effet de serre) et sur la santé des habitants. Deux à trois milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à un service de base de gestion des déchets. La croissance urbaine intensifie ce phénomène et les municipalités du Sud aujourd'hui manquent de moyens pour faire face à la prolifération des déchets. Malgré l'urgence, les projets de coopération dans le domaine des déchets sont rares en France et notamment en région. Les collectivités se sont pourtant saisies du dispositif 1% eau mais restent mal informées sur la question des déchets.

Partant de ce constat, six structures de coopération et de solidarité internationale, Gevalor, le GRET, le CEFREPADE, le CIEDEL, Resacoop et Centraider, se sont associées pour contribuer à la mise en place du mécanisme 1% déchets voté en 2014. L'objectif du projet PAGEDS est d'accompagner les collectivités territoriales, leurs partenaires du Nord comme du Sud dans la mise en œuvre d'actions de collecte et de gestion des déchets.

Les régions Centre-Val de Loire et Auvergne-Rhône Alpes sont identifiées comme territoire pilote du projet, pour la période 2017-2020.

A l'échelle régionale, une vingtaine

de collectivités territoriales, communauté de communes, agglomérations, métropoles, communes et syndicats, ont été contactées par Centraider afin de les informer sur ce dispositif et les encourager à délibérer. Des séances d'informations, à l'image de celle qui s'est tenue le 21 septembre à Blois pourront être répliquées afin d'échanger sur les contours du dispositif et les solutions qui peuvent être mises en œuvre pour améliorer la gestion des déchets.

Une deuxième phase consistera à proposer aux collectivités qui souhaitent développer ou renforcer leur coopération dans ce domaine un accompagnement technique dans l'élaboration de leur projet. Les collectivités partenaires au Sud pourront disposer de ressources et de formations afin de définir leurs stratégies et de concevoir des services pérennes.

Enfin, la capitalisation du projet permettra de produire des fiches thématiques et méthodologiques qui faciliteront les coopérations dans le secteur des déchets.

Les partenaires techniques et financiers du projet sont l'Agence Française de Développement, l'Agence de l'Environnement et Maitrise de l'Energie (ADEME), le Fonds Suez Initiatives, le SYTCOM de Paris et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

## S'INFORMER SUR LE FINANCEMENT PARTICIPATIF AVEC ULULE

en partenariat avec



Les acteurs de la solidarité sont à la recherche de financements innovants pour mener leurs actions, le financement participatif appelé aussi crowdfunding (financement par la foule) apporte de nouvelles pistes de financement pour les projets. La plateforme Ulule qui dispose d'un espace dédié aux projets de solidarité, a présenté le 14 juin à Orléans puis à Tours le fonctionnement et les modalités du financement participatif. 25 participants ont pu s'informer et échanger sur ce mode de financement des projets solidaires qui questionne aussi la stratégie de communication des acteurs. De plus en plus de projets portés par les acteurs régionaux de la coopération internationale sont financés ou co-financés via la finance participative.

## CONCEVOIR ET FINANCER UN PROJET D'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

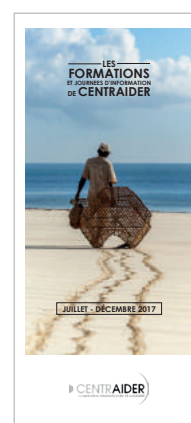
en partenariat avec



Les Objectifs de Développement Durable ont réaffirmé en 2015, l'eau potable et l'assainissement comme un des grands objectifs à atteindre en 2030. Le 6ème objectif vise un accès universel à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement. Centraider et le pS-Eau se sont associés le 7 juillet à Blois pour former les acteurs sur le montage et le financement de projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La diversité des contextes, des opérateurs et des parties prenantes demande une véritable connaissance des politiques locales, de préparer la mise en œuvre et de vérifier la pertinence des choix techniques et des modalités de gestion des ouvrages. Une dizaine de personnes ont travaillé sur les étapes de la gestion de projet et les pistes de financements disponibles en région.

## COMMENT RENDRE COMPTE DE SON ACTION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ?

Rapports d'activités, reporting financiers, bilans des actions menées sur le terrain... la notion de redevabilité en coopération internationale peut se définir comme le fait de rendre compte (obligation morale) de l'exercice d'une responsabilité et/ou l'obligation de rendre des comptes (obligation légale) sur l'exercice de cette responsabilité auprès de tiers. Ce nouveau module de formation propose aux acteurs de réfléchir sur leurs pratiques afin de leur donner des méthodes et des outils pour exercer leur redevabilité. Le réseau multi-acteurs de la Nouvelle Aquitaine, So Coopération, animateur de la séance, a partagé avec les 9 participants des conseils pratiques et des exemples concrets lors de cette première session qui s'est tenue à Tours le 7 septembre.



RETROUVEZ LES  
PROCHAINES FORMATIONS  
ET JOURNÉES  
D'INFORMATIONS SUR  
>[WWW.CENTRAIDER.ORG](http://WWW.CENTRAIDER.ORG)





# ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

**1<sup>ER</sup> JUILLET - Orléans**

Centraider a tenu ses assemblées générales ordinaires et extraordinaires le samedi 1er juillet dans ses nouveaux locaux orléanais au Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ).

Ce fut l'occasion cette année de présenter son bilan annuel et définir la feuille de route pour l'année à venir devant un parterre de structures du réseau et de partenaires, en présence de Charles Fournier, Vice-président de la Région Centre-Val de Loire délégué à la Démocratie, aux initiatives citoyennes, au développement rural à la coopération et à l'égalité et de Denis Gaillard, Conseiller diplomatique du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) auprès du Préfet de région.

Pour le bilan de l'exercice, on note une diversification des services tel que le Pôle formation, l'accompagnement de structures pour mener une campagne de financement participatif, de rapprochement avec les diasporas et l'ouverture vers la jeunesse par le biais de la mobilité internatio-

nale. Ce fut aussi une année de renforcement de l'ancrage territorial, de tissage de liens avec de nouveaux partenaires et de nouvelles collaborations avec des collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat.

Par modifications statutaires a été créé un 8<sup>e</sup> collège d'acteurs au sein de la gouvernance de Centraider pour les Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM).

Un renouvellement au sein de la gouvernance : 9 nouvelles structures ont rejoint le Conseil d'administration composé désormais de 32 membres :

- Elisabeth Aliaga, Association Yachachi
- Emilie Bargo, Ligue de l'Enseignement Centre Val de Loire
- David Bohbot, Association Actions Médias Francophones
- Renaud Mettre, Médina
- Wilfried Schwartz, Maire de la Ville de La Riche

- Mamadou Diarra, Ville de Saint-Jean-de-la-Ruelle
- Denis Rasle, Comité de jumelage de Saint Amand-Montrond
- Thierno Sow, Association Des paroles et Des Actes
- Théodore Toulougoussou, Association des Elus pour la Centrafricaine

Le nouveau Bureau élu est composé de :

- Tony Ben Lahoucine, Président
- Bertrand Sajaloli, Vice-Président
- Issouf Elli Moussami, Vice-Président
- Wilfried Schwartz, Vice-Président
- David Bohbot, Vice-Président
- Hélène Mignot, Secrétaire
- Jean-Michel Henriët, Trésorier

**> Retrouvez la composition de notre Conseil d'Administration page 43**



*Journée inter-commissions*

**1<sup>ER</sup> JUILLET - Orléans**

# LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : DES APPORTS INESTIMABLES POUR NOS TERRITOIRES

Souvent insoupçonnée, la solidarité internationale est aussi un moteur de développement local en France. La mise en lumière de « l'intérêt local à agir » est aujourd'hui devenue une nécessité tant pour les politiques que pour les citoyens.

À travers des ateliers géographiques, la 3<sup>ème</sup> journée de rencontres et d'échanges du réseau Centraider a permis d'approfondir les synergies opérées par les acteurs régionaux. Une occasion de découvrir des outils de sensibilisation et de valorisation de la solidarité internationale sur nos territoires.

## AFRIQUE : LA COMMISSION PREND LA PLUME

Marie-Claude Bolzon et Maryse Menanteau du Réseau Afrique 37 ont présenté le Festival Plumes d'Afrique aux structures engagées avec le continent africain afin d'envisager une dimension régionale à cet événement pour sa 8<sup>ème</sup> édition en 2018. Concerts, conférences, déambulations : depuis 2012 et sa création, le Festival a gagné en reconnaissance en Touraine et souhaiterait maintenant se développer dans toute la région. Plusieurs structures se sont dites intéressées par l'organisation d'une rencontre dans le cadre du Festival. L'idée d'accueillir au sein de leur ville des artistes africains dans le cadre d'une tournée a particulièrement séduit les participants.

Pour en savoir plus sur l'événement, contacter le comité d'organisation  
> [mary.bolzon@orange.fr](mailto:mary.bolzon@orange.fr)

## LA COMMISSION ASIE NOUS INVITE AU VOYAGE

« Transports », un projet du collectif « À contre sens » mené par Bécarre Production et soutenu par le Conseil régional, démarre avec l'écriture du répertoire et l'enregistrement d'un disque avec le Conservatoire KM Academy de Chennai et le Sunshine Orchestra qui travaillent avec des enfants des rues à Pondichéry en leur donnant accès à la culture. Pensé comme une passerelle artistique entre l'Inde et la France, le projet souhaite décroiser les représentations des différents publics autour de la musique, les ouvrir à d'autres sonorités et cultures musicales pour déclencher des envies de découvertes et de départ à l'étranger. Des concerts et des ateliers-rencontres (dans des écoles, maisons de retraite, EHPAD) sont prévus la 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin dans le Cher, l'Indre et le Loiret.

De leur côté, les collégiens de la section chinois de Jean Rostand (Orléans) concrétisent leur apprentissage : échanges inter établissements





## INTERROGER SA DÉMARCHE EN S'AMUSANT

La Journée s'est poursuivie par la découverte d'outils d'animation autour des impacts des actions de solidarité internationale sur notre territoire. Interactifs, courts et simples à mettre en œuvre, ils ont connu un grand succès auprès des participants.

Le photo-langage favorise l'expression des participants à partir de photos, d'images, et permet à chacun de libérer sa parole, d'énoncer ses représentations par rapport à un thème ou une question posée. Son côté ludique peut permettre plus facilement d'amorcer un échange sur un forum pour présenter sa structure et ses projets.

La présentation d'un « Quizz » et d'une « Frise » a permis d'aborder l'Europe de manière ludique. Le Quizz permet de faire correspondre des repères (données chiffrées, langues, phrases...) à des pays et des événements européens. Pour la Frise, il s'agit de repérer les grandes dates européennes (un événement correspond à une année). L'intérêt de ces deux jeux est de pouvoir les adapter aux besoins précis de chaque structure et du public cible en ajoutant des cartes qui concernent sa propre structure. Le principe peut être dupliqué pour l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine et même se décliner par pays en fonction des actions de vos structures.

Le débat mouvant permet l'échange à partir d'une affirmation polémique (ni vraie, ni fausse mais qui suscite le débat), où l'on invite les participants à se positionner à être « d'accord » ou « pas d'accord ». À l'écoute des arguments avancés, les personnes convaincues peuvent changer de camp. Les participants ont ainsi débattu sur plusieurs affirmations polémiques : « une conférence a moins d'impacts sur le public qu'une mise en situation participative », « sensibiliser nos concitoyens est plus important que de mener des actions sur le terrain », « une mobilité en Europe est moins enrichissante qu'une mobilité dans un pays du Sud » ou encore « sensibiliser ici c'est surtout bien maîtriser les outils de communication ».

## POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES OUTILS D'ANIMATIONS PRENEZ CONTACT AVEC

- > LE CRIJ
- > LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE
- > CENTRAIDER

## L'EUROPE AU CŒUR DES TERRITOIRES

avec leurs homologues d'un collège de Noisy-le-Grand, accueil des correspondants chinois de Yangzhou (partenaire de la Ville d'Orléans) et de Yueyang (partenaire de la Région Centre-Val de Loire) et voyage d'immersion culturelle en Chine. En partenariat avec la Mairie d'Orléans, les élèves ont aussi activement participé à l'organisation du Nouvel an chinois, événement qui rencontre un succès grandissant. Spectacles, ateliers-débats sur la laïcité ou encore cuisine du monde, le projet connaît un fort engouement auprès des autres collégiens et des parents d'élèves, autant d'expériences contribuant activement à l'ouverture et à la tolérance. Le collège Jean Rostand, classé « REP+ » et affilié au réseau des écoles Unesco, au côté de ses partenaires français et chinois, entend bien continuer d'impulser des actions pérennes sur le développement durable et l'environnement.

L'union fait la force. Depuis 2004, les comités de jumelage de la communauté de communes du Val de l'Indre se sont progressivement regroupés en collectif sur des projets dans le but d'agir ensemble autour de leurs actions de développement au sein de la communauté européenne et aussi de faire participer les citoyens. La « Journée de l'Europe », tous les ans au mois de mai, est désormais organisée tour à tour et permet une action publique de plus grande envergure, et aussi de bénéficier des infrastructures, idées et compétences de chacun. Au programme : des stands pour chaque jumelage, animations, conférences, jeux, randonnée, repas, etc. Fortes de ce succès, les villes d'Artannes, Esvres, Montbazou, Monts, Saint-Branches, Sorigny et Truys ont été rejointes cette année par Azay-le-Rideau et Bréhémont. En 2018, le collectif réfléchit à l'organisation d'un marché européen avec des commerçants des villes jumelles.

Europe en Berry Touraine organise pour sa part des rencontres européennes depuis bientôt dix ans. Initiées à Chatillon-sur-Indre avec quelques villes jumelles, elles se sont développées avec les villes voisines de Loches, Valençay, Obterre et Buzançais pour recevoir cette année 24 pays européens et 28 en prévision pour les rencontres 2018. Le projet s'appuie sur des échanges interculturels et intergénérationnels, participant à une meilleure perception de chacun. De nombreuses initiatives voient le jour entre acteurs économiques, éducatifs et associatifs générant un véritable rayonnement régional et européen. L'objectif principal vise majoritairement les jeunes en leur permettant de se construire un avenir européen, en développant leurs compétences grâce à ces échanges internationaux.

## *Les Objectifs du Développement Durable*

# 17 OBJECTIFS POUR UN MONDE DURABLE

En 2015, tous les pays du monde se sont accordés sur 17 objectifs universels de développement durable pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices, faire face au changement climatique et construire un monde en commun d'ici à 2030.

Ces objectifs ont été adoptés le 25 septembre 2015 à New-York lors de l'Assemblée générale des Nations-unies. Ils prennent officiellement le relais des 8 Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) lancés en 2000 et arrivés à terme en 2015.

### ELYX *by* YAK

Elyx est une création de Yacine Ait Kaci (surnommé Yak) pour les Nations-unies. C'est le premier ambassadeur virtuel de l'ONU et partenaire de l'AFD.

**VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS SUR LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ?**  
**> RENDEZ-VOUS SUR**  
**WWW.UNDP.ORG**











## Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

*Direction Générale de la Mondialisation, de la Culture,  
de l'Enseignement et du Développement international*

# LA FRANCE ET SON ENGAGEMENT DANS LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



« LA MISE EN ŒUVRE DES  
17 ODD EST COORDONNÉE  
PAR LA DÉLÉGUÉE  
INTERMINISTÉRIELLE AU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE  
(DIDD), MANDATÉE PAR  
LE PREMIER MINISTRE, EN  
ÉTROITE COLLABORATION AVEC  
LE MINISTÈRE DE L'EUROPE ET  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
(MEAE) POUR LA DIMENSION  
INTERNATIONALE »

PHOTO : PPKABAY.COM

La France a beaucoup œuvré pour que 2015 soit une année historique pour le développement durable en participant activement à la définition d'un nouvel agenda à l'horizon 2030, qui fixe 17 objectifs. Après le temps de la négociation puis de la sensibilisation, nous sommes entrés dans la phase de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

A l'échelle nationale, la mise en œuvre des 17 ODD est coordonnée par la Déléguée interministérielle au développement durable (DIDD), mandatée par le Premier ministre, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) pour la dimension internationale. Elle anime un réseau de Hauts fonctionnaires au développement durable (HFDD) qui relaient dans l'ensemble des ministères tous les enjeux de cette problématique. Un travail de cartographie des politiques publiques au regard des ODD devra être engagé, afin que les politiques de chaque ministère soient relues au travers de la grille de lecture que constitue l'ensemble des ODD.

Dans ce contexte, le rôle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est double.

Nous avons une mission diplomatique d'une part, au sein des organisations multilatérales, internationales et auprès des Etats partenaires ; où la France porte des enjeux spécifiques répondant à l'Agenda 2030 : lutte contre le changement climatique, protection des océans, liens sécurité-développement, etc. Nous

sommes particulièrement impliqués au niveau européen, dans la mesure où l'Union Européenne a un rôle moteur dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris, de manière intégrée et cohérente, dans le cadre des politiques et réglementations appliquées sur le sol européen, mais également via l'action extérieure de l'Union. La signature du Consensus européen pour le développement le 8 juin dernier a permis à ce titre d'intégrer pleinement les ODD dans la politique européenne de développement.

D'autre part, notre action vient appuyer les efforts des pays en développement pour atteindre les ODD, dans le cadre de notre coopération internationale. C'est sur ce deuxième aspect de notre mission que nous souhaitons ici insister. Des engagements financiers ont été

## « NOTRE ACTION VIENT APPUYER LES EFFORTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR ATTEINDRE LES ODD »

pris en 2016, en actant l'augmentation d'ici 2020, de 4 milliards d'euros des financements du groupe AFD (Agence française de développement) en faveur du développement durable, et de près de 400 millions d'euros le montant des dons bilatéraux. Le président de la République s'est en outre engagé durant l'été pour une trajectoire d'atteinte de 0,55% d'ici 2022.

Se pose aussi un enjeu de méthode, le succès de l'agenda 2030 reposant sur la mobilisation de tous. Les ODD ont la particularité de donner les grandes orientations du bien-vivre ensemble et représentent en ce sens un véritable projet de société. Il convient donc de rattacher ces 17 Objectifs à des territoires et des personnes afin de traduire la lettre onusienne dans la réalité de tous, et que puisse s'initier un vrai relai de participation citoyenne. Cela fait écho à notre ambition d'élaborer une feuille de route interministérielle pour l'éducation au développement et à la solidarité internationale, très prochainement.

Nous incitons en ce sens les opérateurs publics du développement-Expertise France, AFD, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), etc. - à orienter leurs instruments et leurs stratégies vers les ODD dans une logique inclusive, tout comme le réseau diplomatique.

Parallèlement, le ministère a lui-même accéléré une dynamique partenariale avec les acteurs non-étatiques depuis 2015 :

1. Avec la société civile (ONG, fondations, syndicats, coopératives, organisations issues de l'Economie Sociale et Solidaire), dont les forces et plus-values ont été formellement reconnues dans un document d'orientation politique lancé en mars 2017 ; nous y avons notamment rappelé le principe de l'augmentation de la part de l'APD transitant par la société civile, pour rejoindre progressivement la moyenne de l'OCDE.
2. Avec le secteur privé : via l'élaboration d'une stratégie « Innover ensemble » autour des opportunités de l'économie sociale et solidaire et de la responsabilité sociétale et environnementale. Nous savons en effet la volonté des entreprises françaises de repousser toujours les frontières un peu plus loin, en investissant et en s'engageant durablement en Afrique ; dans ce contexte, l'appui aux entreprises à impact social fait l'objet d'une attention particulière.
3. Avec les collectivités dans le cadre d'un livre blanc élaboré en 2016.
4. Sans oublier les instituts de recherche, universités, fondations, think tank, etc. qui apporte chacun à leur manière leur pierre à l'édifice de l'Agenda 2030.

Nous appuyons l'ensemble de ces acteurs pour construire une véritable mise en réseau des initiatives fleurissant autour des ODD. Elles reflètent l'engagement fort des acteurs français pour le développement. Il est cependant important de considérer chaque nouvelle idée à l'aune de l'existant afin de privilégier l'efficacité et l'efficacité collec-



« NOUS APPUYONS L'ENSEMBLE DE CES ACTEURS POUR CONSTRUIRE UNE VÉRITABLE MISE EN RÉSEAU DES INITIATIVES FLEURISSANT AUTOUR DES ODD »





tive. Cette vigilance fait notamment partie de la responsabilité de l'Etat, pour une mise en cohérence des politiques publiques et une cohérence générale de l'action.

La redevabilité de nos actions, tant nationale qu'internationale, est également l'une de nos priorités de travail, en concertation avec les équipes du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES). Le MEAE s'inscrit à cet égard dans une architecture internationale, avec le rôle central du Forum politique de haut niveau des Nations unies, qui se réunit chaque année à New York - la dernière édition, qui s'est déroulée du 10 au 19 juillet, a réuni près de 2400 représentants de la société civile. Nous travaillons étroitement sur ce sujet dans le cadre du G20 : les conclusions du sommet de Ham-

bourg organisé en juillet 2017 engagent tous les états membres du G20 à rapporter dans un bref délai auprès des Nations unies sur leur mise en œuvre des ODD.

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
**> [WWW.DIPLOMATIE.GOUV.FR](http://WWW.DIPLOMATIE.GOUV.FR)**



PHOTO : DEMAIN - LE FILM / MARS FILMS

*interview de Cyril Dion*

## DEMAIN - LE FILM : LA POSITIVE ATTITUDE

Faire un film sur des questions écologiques, économiques et sociétales d'aujourd'hui pour inventer le monde de demain avait tout d'une catastrophe.

Pourtant «Demain - Le Film» est devenu un vrai phénomène de société à l'origine de nombreux mouvements et initiatives en France et dans le monde. Un documentaire positif qui fait sens et qui donne envie de se lancer pour inventer un

monde plus juste. Il a obtenu le César du Meilleur Film Documentaire 2016.

C'est à l'occasion d'un événement autour du film organisé par le lycée agricole Efagrir Franz Stock de Mignéres (Eure-et-Loir), très impliqué sur ces questions, que Cyril Dion co-réalisateur du film a présenté sa démarche et a rencontré de nombreuses personnes se lançant dans des actions innovantes et alternatives.

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR  
LES ACTIONS DU LYCÉE  
ÉFAGRIR FRANZ STOCK  
> [WWW.EFAGRIR.COM](http://WWW.EFAGRIR.COM)**





### **Quel(s) message(s) venez-vous passer au Lycée agricole de Mignières ?**

C'est doublement intéressant car j'avais envie d'une part d'entendre les projets locaux et puis parce-que l'agriculture est sans doute l'une des clefs du futur. Cela me paraît approprié et particulièrement intéressant d'en parler dans une école d'agriculture.

L'agriculture est à la fois une des activités qui a le plus d'impact destructeur sur la biosphère et sur le changement climatique, mais c'est aussi une des questions des plus cruciales et importantes. Si on n'a pas d'agriculture, une société ne tient pas. C'est grâce à l'agriculture que l'on peut nourrir les hommes et que l'on peut faire le lien entre l'homme et la nature. Et puis, c'est vrai aussi, je suis venu car je n'habite pas loin !

### **Pourquoi ce film ?**

C'est le résultat de mon parcours. J'ai fait plein de trucs différents

dans ma vie. Je détestais profondément l'école. Quand je suis sorti de l'école, je me suis fait la promesse de ne faire que des choses qui me passionnent et qui, potentiellement, pourraient être utiles. Ainsi, j'ai mis assez longtemps à trouver ma voie. J'ai d'abord été comédien, j'ai fait de la médecine naturelle, ensuite j'ai organisé des congrès israélo-palestiniens, j'ai organisé le premier et le deuxième congrès des Imams et des Rabbins pour la paix afin de créer un dialogue entre les juifs et les musulmans... À la suite de cela, on m'a proposé de créer un mouvement autour des idées d'un agriculteur, qui est aussi un écologiste assez connu en France, qui s'appelle Pierre Rabhi et nous avons monté un mouvement qui s'appelle « Colibris » en référence à une petite légende amérindienne. L'idée de ce mouvement, c'est de faire en sorte que toutes les personnes qui ont envie de faire leur part pour construire un avenir différent, pour résoudre les problèmes que l'on a mais aussi pour que les êtres humains vivent plus en

harmonie avec la nature, pour mieux répartir les richesses afin que tout le monde soit nourri et logé, puissent trouver le moyen d'agir.

Dans le cadre de ce mouvement, j'ai fait plusieurs choses en plus de le diriger : j'ai créé un magazine, créé une collection de livres et au bout d'un moment je me suis dit que ce n'était pas suffisant. Tout ce que l'on fait en tant qu'écologiste n'a pas suffisamment d'impacts par rapport à la gravité de la situation. J'ai eu ainsi envie de faire un film et de prendre le contre-pied de ce que l'on fait d'habitude lorsqu'on est écolo. C'est-à-dire d'éviter de dire aux autres d'arrêter

**« J'AI EU AINSI ENVIE DE FAIRE UN FILM ET DE PRENDRE LE CONTRE-PIED DE CE QUE L'ON FAIT D'HABITUDE »**

tout : de manger de la viande, de prendre la voiture, l'avion, ou même des bains... Bref, d'éviter la démarche de privation et de culpabilisation car on voit bien que cela ne donne pas envie aux gens de s'investir. Je me suis dit que ce qui pourrait être plus puissant, c'est de proposer une autre vision du monde et de pouvoir se dire : « tiens, regarde l'avenir ça pourrait ressembler à ça si on prenait bout à bout des solutions que l'on connaît déjà. Est-ce que ça te fait envie ? ». Une fois que l'on a suscité ce désir et cette créativité, c'est à ce moment-là que les gens vont avoir envie de se mettre en chemin et d'agir. Ainsi, c'est une petite pierre pour construire quelque chose de plus vaste.

**Le film a été financé via une plateforme de financement participatif. Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Lorsque l'on a commencé le projet personne n'y croyait vraiment. C'est-à-dire que lorsque j'ai commencé à l'écrire en décembre 2010 je suis allé chercher de l'argent et tout le monde me disait : « oui c'est très bien, c'est une très bonne idée. Bravo, formidable, mais vous savez les documentaires au cinéma ne rapportent pas d'argent et puis cette histoire de truc positif on n'y croit pas trop car les gens n'aiment pas les trucs positifs. Ils veulent des choses avec du sang, des larmes, du drame etc... » Je me suis dit « vous êtes sûrs ? » Ils m'ont répondu « oui, certain ! ». Bref, j'ai continué avec mon bâton de pèlerin et à un moment donné j'ai rencontré Luc Besson, qui me dit « c'est génial, je veux le faire ». Je vais à sa boîte de production, il me reçoit et me dit que l'on va démarrer, et je n'ai plus de nouvelles pendant 9 mois... Bref, au bout d'un moment, je me suis dit que si personne ne veut nous donner de l'argent, il va falloir demander aux gens qui pourraient avoir envie que ce film existe et s'ils sont prêts à nous en donner un peu. Et donc nous avons fait ce que l'on appelle une campagne de financement participatif sur KissKissBankBank. Les gens de KissKissBankBank nous ont dit que si on demandait de l'argent, il faut que ça soit beaucoup d'argent. Il faut que ce soit assez significatif car sinon ils auront l'impression qu'ils vous donnent un tout petit

bout et qu'ils ne servent à rien. Ils nous ont dit de demander 200.000 euros ce qui était énorme car sur ce genre de site vous levez entre 5.000 et 30.000 euros pour vos projets. Nous avions deux mois pour lever la somme et nous les avons levés en 3 jours. Le soir du lancement de la campagne on a compris qu'il y avait une attente extraordinaire des gens. Il y avait beaucoup de personnes qui rêvaient que l'on propose une vision de l'avenir différente et qu'on leur propose quelque chose d'enthousiasmant pour le futur parce que les choses vont de plus en plus mal.

**« LE SOIR DU LANCEMENT DE LA CAMPAGNE ON A COMPRIS QU'IL Y AVAIT UNE ATTENTE EXTRAORDINAIRE »**

**Le film a eu beaucoup de succès, vous attendiez-vous à cela ?**

Arrivé au montage on s'est demandé finalement qui était susceptible d'aller voir le film... Un film qui, a priori, va durer entre 1h30 et 2h00, sera sous-titré et parlera de démocratie, d'économie, d'écologie donc autrement dit des trucs qui, théoriquement, ne donnent pas envie... On a donc vraiment fait en sorte d'essayer de construire un film qui puisse parler à tout le monde même si l'on n'est pas dans le domaine concerné, en utilisant des mécanismes utilisés dans les films de fictions qui permettent que le film soit beau avec de la musique, qu'il soit « divertissant » en plus d'être pédagogique et porteur de messages. Le jour de la sortie les premiers chiffres n'étaient vraiment pas bons. C'était la catastrophe. En gros, nous avions fait 4.000 entrées sur toute la France et ils imaginaient qu'on allait faire 4 fois plus. Et le problème, c'est que si vous faites très peu d'entrées dans les cinémas la première semaine, vous disparaissiez lors de la deuxième. C'est-à-dire qu'on vous déprogramme et donc les gens n'ont plus la possibilité d'avoir accès au film. On a essayé ainsi de mobiliser tous nos réseaux en disant qu'il fallait absolument aller le voir la première semaine pour lui permettre de continuer à exister dans les salles. Il s'est produit à ce moment-là une espèce de miracle. C'est-à-dire qu'à partir du deuxième week-end, il a commencé à y avoir du monde alors que la deuxième semaine il n'y avait plus que la moitié des séances, c'est-à-dire que l'on avait plus que deux séances par jour au lieu de cinq. La

**« LORSQUE L'ON A COMMENCÉ PERSONNE N'Y CROYAIT VRAIMENT »**

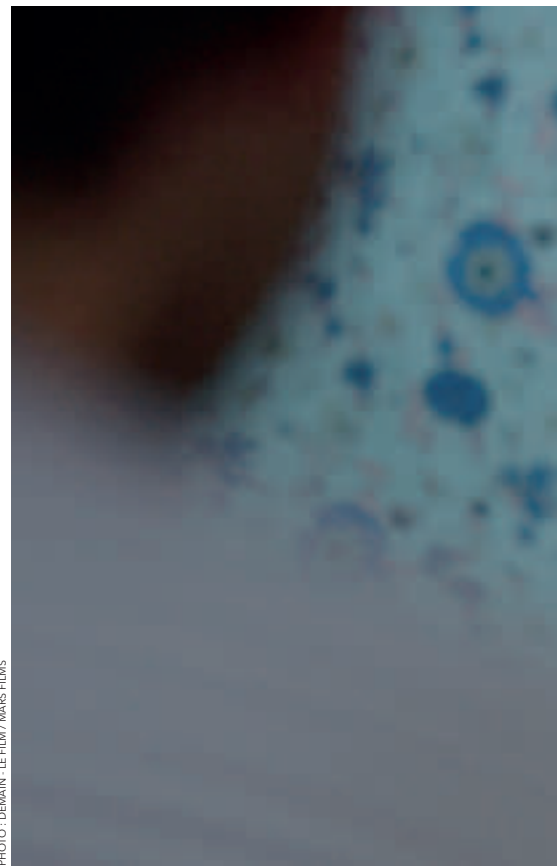


PHOTO: DEMAIN - LE FILM / MARS FILMS

**« IL S'EST PRODUIT À CE MOMENT-LÀ UNE ESPÈCE DE MIRACLE »**

troisième semaine nous avons eu autant de monde que les deux premières, et nous avons eu nos meilleures semaines, la 6ème, 7ème, 8ème, 9ème et 10ème semaine ce qui n'arrive jamais. Normalement, la première semaine est la meilleure et après ça ne fait que baisser. Donc ce sont vraiment les gens qui se sont emparés du film. Il y a même eu un week-end au cinéma Odéon où les gens se battaient pour voir le film alors qu'il y avait « Chocolat » avec Omar Sy au même moment !

**Comme vous, de nombreux spectateurs du film ont modifié leurs habitudes. Quels sont les retours les plus récurrents ?**

Lors de la tournée pour le film, c'était assez extraordinaire. Il y avait des gens de tous les horizons : du Directeur de la Société Générale et des patrons de grosses sociétés de supermarché à des paysans, des enseignants, des maires de communes qui se sont servis du film comme d'un outil pour lancer des projets... On s'est mis à voir émerger des initiatives en France, en Suisse, au Québec telles que des jardins partagés, des monnaies locales, des gens qui





ont lancé des écoles alternatives, à recycler, à changer de fournisseurs d'électricité pour avoir de l'électricité renouvelable, d'autres se sont mis à cultiver leurs jardins alors qu'ils ne le faisaient pas... Le film a été projeté à l'ONU à New-York et au Parlement Européen. Le Vice-président de l'Union européenne a décidé de prendre le film pour faire un tour de l'énergie en Europe. Le film s'est mis à ne plus nous appartenir mais à être utilisé par les gens pour passer des messages, soutenir des initiatives, lancer des dynamiques et ça, c'est la plus belle des récompenses.

**Originaire de Dreux, vous avez réussi à faire bouger les lignes dans votre commune tels que des engagements sur l'électricité renouvelable, l'alimentation locale dans les cantines. Quels conseils auriez-vous pour nos lecteurs afin de se lancer ?**

Ce que j'aime bien, c'est les gens qui arrêtent d'attendre la permission pour faire quelque chose, qui y croient, qui ont l'impression que c'est nécessaire et que cela leur donne envie de se lever le matin. Ce sont les gens qui n'attendent pas que quelqu'un vienne leur dire qu'ils ont le droit, que quelqu'un vienne leur donner des subventions ou que les choses se fassent toute seule et qu'il n'y a plus qu'à rejoindre

le mouvement. Il faut juste commencer à se mettre en route et essayer de construire un monde dans lequel nous avons envie d'habiter. Si vous avez envie de faire un truc, faites-le. En plus, si vous y croyez profondément, que vous avez envie de le faire vous le ferez bien et vous entraînerez des gens avec vous. Le conseil que je peux donner, c'est de réfléchir à ce que vous feriez dans la vie si vous n'aviez plus besoin de gagner de l'argent. Si vous n'aviez plus besoin de gagner un salaire, vous feriez quoi demain ? Je pense que l'on n'est pas sur cette planète pour essayer de travailler pour avoir un salaire à la fin de mois. Je ne pense pas que ce soit ça le but de nos vies. Évidemment c'est important, mais le principal c'est de trouver qui vous êtes, c'est de trouver la chose pour laquelle vous avez du talent et de pouvoir le faire. Car si vous faites ça, il y a de très fortes chances pour que ce soit la meilleure façon d'être utile pour l'humanité et ainsi réparer les problèmes que l'on a aujourd'hui.

**« LE FILM S'EST MIS À NE PLUS NOUS APPARTENIR MAIS À ÊTRE UTILISÉ PAR LES GENS POUR PASSER DES MESSAGES [...] »**

## CYRIL DION

BIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Coordinateur de projets pour la Fondation Hommes de Parole, 2003
- Organisation du Congrès israélo-palestinien de Caux, 2003
- Organisation des 1er et 2e Congrès mondiaux des imams et rabbins pour la paix, 2005 et 2006
- Co-fondateur du mouvement Colibirs, 2007
- Co-producteur du documentaire « Solutions locales pour un désordre global » de Coline Serreau
- Co-fondateur du magazine Kaizen, 2012



*« Demain - Le film »  
Disponible en Blu-Ray et DVD*

## Objectif n°1

ERADIQUER  
LA PAUVRETÉ

Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes reste un des plus grands défis auquel l'humanité doit faire face. Alors que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de moitié – passant de 1,9 milliard en 1990, à 836 millions en 2015 – encore trop de personnes luttent toujours pour répondre aux besoins humains les plus élémentaires.

836 MILLIONS DE  
PERSONNES VIVENT ENCORE  
DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ

À l'échelle de la planète, plus de 800 millions de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour ; nombreux sont ceux qui n'ont pas accès à une alimentation convenable, à l'eau potable ou à l'assainissement. La croissance économique rapide dans des pays tels que la Chine et l'Inde a sorti des millions de personnes de la pauvreté, mais ce progrès est aussi réparti de façon inégale. Les femmes sont proportionnellement davantage exposées à la pauvreté que les hommes en ayant moins accès qu'eux au travail rémunéré, à l'éducation et à la propriété. De même, les progrès ont été plus restreints dans d'autres régions telles que l'Asie du Sud et l'Afrique sub-saharienne, qui regroupent 80 % de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté. Or ce taux devrait encore augmenter du fait des nouvelles menaces liées au changement climatique, aux conflits et à l'insécurité alimentaire.

> [WWW.PNUD.ORG](http://WWW.PNUD.ORG)

Elisabeth Aliaga est la présidente de l'association Yachachi basée à Semblançay en Indre-et-Loire. Elle a créé également en 2015 le festival « Soleils des Amériques » en région Centre-Val de Loire.

« Pas d'éducation, pas d'avenir » voilà une vérité première qui a été énoncée pour désigner un plan de soutien de la Ligue de l'enseignement....

L'association Yachachi pour les relations avec les Andes Centrales du Pérou, consciente de cette vérité et désireuse d'aider les enfants de cette région particulièrement rude et déshéritée du Pérou, a d'emblée cherché à soutenir les populations locales en aidant deux collèges et une école, afin de favoriser de meilleures conditions d'éducation :

- En leur apportant une aide logistique dès sa création en 2007 par l'attribution de matériel scolaire de base, puis par une contribution à la mise en place par le Gou-

*Elisabeth Aliaga*

UN MEILLEUR AVENIR

LES ENFANTS DE H

vernement régional, d'une stratégie de soutien internet destinée à désenclaver ces pays isolés (ordinateurs de bureau et portables), enfin par une aide à l'utilisation de l'écrit en classe grâce à l'achat d'une photocopieuse professionnelle robuste pour laquelle a été prévu un service de maintenance, afin de suppléer en partie à l'absence d'une bonne bibliothèque.

- Outre ce soutien matériel, une stratégie d'échanges avec des professeurs de français a été mise en place, en accord avec le Rectorat local : correspondance avec le collège de Luynes, envoi par internet de méthodes françaises/européennes ou d'exemples pédagogiques par une équipe de





## IR POUR JANCAVELICA AU PÉROU

formateurs français concernant l'apprentissage de l'espagnol (car nous sommes en secteur de langue maternelle quechua et l'apprentissage du « castellano » est une des priorités pour l'insertion des jeunes....)

### « SOUTENIR LES POPULATIONS LOCALES EN AIDANT DEUX COLLÈGES ET UNE ÉCOLE »

Voici un extrait du rapport qui nous a été envoyé par une mission réalisée par 5 enseignants à leur retour d'Antacocha :

« Cinq machines à coudre et surfileuses - dont certaines professionnelles - font maintenant partie d'une salle de classe spécialement aménagée afin de permettre aux élèves du secondaire d'avoir un avenir assuré. En effet, l'enclavement de cette communauté des Andes est un frein dans la poursuite d'études pour un grand nombre d'enfants étudiants. L'acquisition de ces machines et l'aménagement d'une salle donnera accès, dès cette année, à une formation professionnelle et, dans le futur, pour les jeunes de la communauté d'Antacocha, à un métier dans les travaux de couture et de confection. »

Première étape d'une opération dont nous espérons qu'elle pourra permettre, notamment pour les

filles, de trouver un débouché leur offrant de meilleures conditions d'existence, peut-être avec la création d'une petite coopérative, bénéfique pour toute la communauté.

### « L'ENCLAVEMENT DE CETTE COMMUNAUTÉ DES ANDES EST UN FREIN DANS LA POURSUITE D'ÉTUDES POUR UN GRAND NOMBRE D'ENFANTS ÉTUDIANTS »





*Christian Bourdel et Dominique Ruols*

## ASSURER UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Christian Bourdel est membre du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Terre Solidaire) Loiret et administrateur à Centraider. Dominique Ruols est membre de l'antenne du CCFD dans le département de l'Eure-et-Loir.**

En 2015, l'ONU a défini 17 objectifs du développement durable pour transformer notre monde. L'objectif n° 2 vise à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

Ces visées sont au cœur de l'action du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement -Terre Solidaire depuis plus de 55 ans. Pour cela, trois angles d'interventions pour un objectif de changement social, ici et là-bas :

- le soutien aux 697 projets de nos partenaires dans 66 pays des cinq continents. Avec entre autre le soutien de l'agriculture familiale, de modes de produc-

tion agricoles respectueuses de l'environnement.

- l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale chez nous. L'appui des 29 associations membres du CCFD-Terre Solidaire, des 15 000 bénévoles permet notre immersion dans les réalités françaises.
- le plaidoyer auprès des décideurs, politiques et économiques pour appuyer les nécessaires changements comme l'augmentation du financement de l'aide au développement, la régulation des multinationales de l'agro-business, l'éradication de l'évasion fiscale, le soutien à la démocratie.



# Objectif n° 2

## LUTTER CONTRE LA FAIM



Ces vingt dernières années, la croissance économique rapide et une meilleure productivité agricole ont permis de diviser par près de deux le nombre de personnes sous-alimentées. De nombreux pays en développement sont maintenant à même de répondre aux besoins alimentaires des plus vulnérables. L'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes ont accompli des progrès considérables en vue d'éradiquer la faim extrême.

Malheureusement, la faim continue de freiner le développement de multiples pays. On estimait à 795 millions le nombre de personnes chroniquement sous-alimentées en 2014, à plus de 90 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérale grave. Et une personne sur quatre souffre encore de la faim en Afrique.

### UNE PERSONNE SUR QUATRE SOUFFRE ENCORE DE LA FAIM EN AFRIQUE

Les Objectifs de développement durable visent à mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes leurs formes d'ici 2030, en faisant en sorte que toutes les personnes - notamment les enfants et les plus vulnérables - aient accès à une alimentation suffisante en quantité et en qualité, tout au long de l'année. Cela implique d'encourager des pratiques agricoles durables, d'améliorer les moyens d'existence et les capacités des petits paysans, de permettre une égalité d'accès à la terre, aux technologies et aux marchés. Cela implique aussi une coopération internationale pour assurer les investissements dans les infrastructures et technologies qui améliorent la productivité agricole.

> [WWW.PNUD.ORG](http://WWW.PNUD.ORG)

### « DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, LES DÉLÉGATIONS DES 6 DÉPARTEMENTS DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE SE MOBILISENT POUR PROMOUVOIR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE »

L'ensemble de ces échanges permanents a permis au CCFD-Terre Solidaire de développer une expertise pour identifier les causes structurelles qui font qu'en ce début de 21ème siècle l'humanité n'a toujours pas vaincu la faim dans le monde.

Depuis plusieurs années, les délégations des 6 départements de la région Centre-Val de Loire se mobilisent pour promouvoir la souveraineté alimentaire. Elles ont accueilli en 2017 trois partenaires venus témoigner de leur action et échanger sur des pistes d'avenir :

- M. Kokolou KILIOU, du mouvement de l'alliance paysanne du Togo (MAPTO)
- M. M'Pe BALLO de l'Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires (AMASSA - Afrique Verte Mali)
- M. Seybanesidi DIAGANA, mauritanien, du Groupe de Recherche et de Réalisation pour le développement Rural (GRDR)

Dans le cadre de la coopération décentralisée, les organisations Afrique Verte - Mali (AMASSA) et le GRDR bénéficient aussi d'un soutien du Conseil régional Centre-Val de Loire.

Ces trois partenaires ont mis en place un ambitieux Programme d'appui aux initiatives économiques pour une transition écologique et sociale des territoires ruraux (le Paies), qui se déploie au Sahel et en Afrique des Grands Lacs. Les situations d'urgence vécues dans certains de ces pays rendent encore plus impérieuse la recherche de nouveaux modèles de production pour favoriser une agriculture durable, s'appuyant sur l'agro-écologie.

*Tawaka*

# POUR UNE MEILLEURE PRÉVENTION DES MALADIES AU TOGO

**L'Association Humanitaire Tawaka mène ses actions en Afrique francophone. Son objectif est de contribuer, en collaboration avec des structures de santé déjà existantes, à l'amélioration de la qualité des soins médicaux et de leur accessibilité aux populations les plus nécessiteuses**

Depuis 2009, l'association humanitaire TAWAKA développe un partenariat avec le Centre Médico-Social (CMS) Saint-Luc de Tchannadè-Kara. Ainsi, tous les ans, des bénévoles de l'association vont sur place évaluer les besoins et apporter leur soutien aussi bien technique qu'humain au CMS. Pendant leurs missions, chaque bénévole s'intègre aux activités du CMS en fonction de ses compétences : soins infirmiers, consultations médicales, maternité, examens biologiques.

**« L'HÉPATITE B ET LE VIH/SIDA, CONSTITUAIENT UN PROBLÈME IMPORTANT DE SANTÉ PUBLIQUE »**

C'est en participant aux consultations médicales que nous avons pu constater qu'avec le paludisme, deux maladies infectieuses : l'hépatite B et le VIH/SIDA, constituaient un problème important de santé publique.

Lors de l'accouchement, les enfants nés de mères infectées par le virus de l'hépatite B sont soumis à un risque majeur d'infection chronique. A l'âge adulte, 25 % des nouveau-nés infectés mourront prématurément

entre 35 et 45 ans de cirrhose ou de cancer du foie, privant des familles entières de parents et de soutiens de famille à un âge le plus important de la vie socio-économique d'un pays. De ce fait, l'OMS plaide pour une généralisation en Afrique de la vaccination contre l'hépatite B dès la naissance alors que, dans ces pays, la vaccination n'est prévue au calendrier vaccinal qu'au deuxième mois de vie. Au Togo, dans la région de Kara, l'hépatite B sévit à l'état endémique. Le taux de femmes enceintes infectées est supérieur à 10%.

**« PERMETTRE AUX MÈRES CONSULTANT À LA MATERNITÉ DU CMS SAINT-LUC DE TCHANNADÈ, D'ACCÉDER AU DÉPISTAGE DE L'HÉPATITE B »**

L'objectif de ce projet est de permettre aux mères consultant à la maternité du CMS Saint-Luc de Tchannadè, d'accéder au dépistage de l'hépatite B lors des consultations prénatales et de vacciner les nouveau-nés à risque d'infection dès la naissance.

En accord avec les responsables du CMS Saint-Luc de Tchannadè-Kara, ce projet a débuté en juillet 2010.

A terme, les résultats obtenus par ce programme devraient inciter le Ministère de la Santé togolais à mettre en application cette recommandation de l'OMS.



PHOTO : ASSOCIATION TAWAKA

*Objectif n° 3*

**ACCÈS  
À LA  
SANTÉ**







Depuis la création des Objectifs du millénaire pour le développement, des avancées historiques ont été réalisées en termes de réduction de la mortalité infantile, d'amélioration de la santé maternelle et de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Depuis 1990, les décès infantiles évitables ont chuté de plus de 50 % à l'échelon mondial. La mortalité maternelle a également chuté de 45 %. Les nouvelles infections au VIH/sida ont diminué de 30 %, et plus de 6,2 millions de vies ont été sauvées grâce à la lutte contre le paludisme.

En dépit de ces incroyables progrès, plus de 6 millions d'enfants décèdent encore avant leur 5e anniversaire chaque année. Chaque jour, des centaines de femmes

meurent pendant leur grossesse ou lors de complications liées à l'accouchement et, dans les régions en voie de développement, seuls 56 % des accouchements en zone rurale sont assistés par un professionnel compétent. Le sida est désormais la principale cause de décès chez les adolescents en Afrique sub-saharienne, une région encore gravement frappée par l'épidémie du VIH.

Ces morts peuvent être évitées grâce à la prévention et au traitement, à l'éducation, aux campagnes d'immunisation et aux soins médicaux en matière de sexualité et de procréation. Les Objectifs de développement durable s'engagent à enrayer l'épidémie de sida, la tuberculose, le paludisme

et d'autres maladies transmissibles d'ici 2030. Le but visé est que chacun dispose d'une couverture maladie universelle et ait accès à des vaccins et médicaments sûrs et efficaces. À ce titre, le soutien à la recherche et au développement dans le domaine des vaccins est essentiel, de même que l'accès aux médicaments à un coût abordable.

**6,2 MILLIONS DE PERSONNES  
ONT ÉTÉ SAUVÉES GRÂCE  
À LA LUTTE CONTRE LE  
PALUDISME**

# Objectif n° 4

## ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ



*Vincent Pellé*

## MA-NIOCS SOUTIENT L'ÉDUCATION AU BÉNIN

**Vincent Pellé est le Président de l'association Ma-Niocs.**

L'association MA-NIOCS (Marceau-Afrique Nouvelles Initiatives pour une Ouverture par la Culture et la Solidarité), née en 2011, rassemble des professeurs et élèves du lycée Marceau de Chartres. Les lycéens sont sensibilisés à la solidarité internationale et incités à prendre des initiatives pour récolter des fonds au profit d'Alédjo, au Bénin (dîners béninois, théâtre africain, concerts...). En lien avec l'ONG locale Adria, et grâce au soutien du Conseil régional, deux projets ont déjà abouti : construction d'une école primaire et aménagement d'une bibliothèque scolaire (2013) et d'une autre école financée dans un hameau isolé (2015). En 2017, une classe est en construction dans un collège saturé et des prix vont être offerts aux meilleurs élèves, garçons et filles. Pour favoriser l'échange et garantir la pérennité des actions, des délégations MA-NIOCS (élèves et professeurs) se sont rendues sur place en 2013 et 2015. Une autre ira en octobre... avant de nouveaux projets.



PHOTO : ASSOCIATION MUJIMI

*Valérie Mukungi  
Elisabeth Tréfou*

## RWANDA : LA SCOLARISATION

*Marie-Madeleine Chopard*

## EQUATEUR : L'ÉDUCATION SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

**Marie-Madeleine Chopard est la présidente de l'association Solidarité Partage France Equateur.**

PHOTO : INAUGURATION D'UNE CLASSE A ALÉDJO - MA-NIOCS





## N DES ENFANTS DES COLLINES

**Valérie Mukunzi a fondé l'association Muhihi Ensemble Construisons l'Ecole. Elisabeth Tréfou est la Co-présidente.**

MECE (Muhihi Ensemble Construisons l'Ecole) est une association créée à l'initiative de Valérie Mukunzi, née au Rwanda. Ayant pris conscience que la scolarité est la base de tout, elle décide de donner cette opportunité aux enfants de son village et de réduire leur nombre de kilomètres quotidiens pour se rendre à l'école et ainsi permettre à tous les enfants des collines d'être scolarisés près de chez eux. Fin 2010, bien décidée à réaliser son projet, elle achète un terrain et rémunère la première enseignante. En six ans, ce sont 9 classes qui ont été construites ainsi qu'un réfectoire qui accueillent 486 élèves, avec autant de filles que de garçons.

MECE contribue au développement de l'école, à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves ainsi qu'à leur alimentation partielle. L'association rémunère les enseignants de maternelle depuis sa création, le jardinier et la cuisinière. Chaque année, Valérie se rend sur place, seule ou accompagnée d'un membre de l'association, afin de suivre l'évolution du projet.

Fondée en 2007, l'association « Solidarité Partage France Équateur » s'est donnée comme objectif de promouvoir le développement économique de la population la plus démunie de la province de Manabí (côte Pacifique) à travers des projets menés par l'Organisation des Femmes Santa Marta et la Pastorale Sociale du diocèse. L'association favorise aussi le départ de jeunes volontaires pendant leurs vacances, dans le cadre de leurs études ou encore lors d'une année de césure. Ils participent à des projets de construction (écoles, crèches, centre de thérapie pour enfants handicapés) et animent des ateliers éducatifs dans le cadre du programme gouvernemental d'éradication du travail des enfants. Leur venue a été particulièrement appréciée après les ravages causés par le tremblement de terre du 16 avril 2016.

Ces réalisations se font en collaboration avec les familles selon leurs besoins ; elles contribuent ainsi à « l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité ».



PHOTO : ASSOCIATION SOLIDARITÉ PARTAGE FRANCE ÉQUATEUR

## Objectif n° 6

# ACCÉDER À L'EAU SALUBRE ET À L'ASSAINISSEMENT

**2,6 MILLIARDS DE PERSONNES  
ONT EU ACCÈS À DES SOURCES  
AMÉLIORÉES D'EAU POTABLE  
DEPUIS 1990, MAIS 663  
MILLIONS DE PERSONNES EN  
SONT ENCORE PRIVÉES**



La raréfaction de l'eau affecte plus de 40 % de la population mondiale, une proportion inquiétante qui risque de s'aggraver en raison de la hausse des températures mondiales due au changement climatique. Depuis 1990, 2,1 milliards de personnes supplémentaires bénéficient désormais d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. Cependant, l'épuisement des ressources en eau potable reste un problème majeur touchant tous les continents.

Faire en sorte d'assurer d'ici à 2030 un accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable, implique d'investir dans des infrastructures adéquates, de fournir des installations d'assainissement et de promouvoir l'hygiène à tous les niveaux. Protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les forêts, les montagnes, les zones humides et les rivières, est essentiel si nous voulons limiter la raréfaction de l'eau. Renforcer la coopération internationale est également nécessaire pour encourager une utilisation rationnelle de l'eau et soutenir les technologies de traitement des eaux dans les pays en développement.

> [WWW.PNUD.ORG](http://WWW.PNUD.ORG)



PHOTO : MARE PÉRENNE ET CORVÉE D'EAU - GK SAVAR

*Paul Chotard*

## VERS UNE PRODUCTION POTABLE AU BANGLADESH

**Paul Chotard est membre  
de l'association GK Savar  
dont une antenne a été  
créée dans le Cher en 2013.**

Les programmes de l'ONG bangladaise GK, situés dans la bande côtière sud du Bangladesh (Sundarbans), s'inscrivent dans le cadre de lutte contre la pauvreté par l'accès à l'eau potable. Dans cette région, la plus vulnérable aux désordres climatiques tels que cyclones, ouragans et montée des eaux, les nappes phréatiques sont saumâtres et souvent contaminées par l'arsenic. L'eau des mares pérennes, non asséchées pendant la saison sèche, proches des habitations, est donc la principale ressource en eau douce.





PHOTO : VILLE DE LA RICHE

*Thibaut Meurgey*

## ON D'EAU D'ESH

# LA VILLE DE LA RICHE ENGAGÉE SUR L'ODD N°6 DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES

**Thibaut Meurgey**  
est le Directeur de la  
communication de la  
Ville de La Riche. Le Maire,  
Wilfried Schwartz, est  
administrateur à Centraider.

Depuis 2012, GK a réalisé dans ces zones des installations de filtres à sable (Pond Sand Filters, PSF) permettant de rendre potable l'eau des mares par une technologie simple. Le projet de GK, en cours, porte sur l'installation de 80 PSF et 300 installations sanitaires, sur trois ans, de 2017 à 2019. Il est soutenu par le Comité de Soutien du Cher à GK, le Comité Français de Soutien à GK-Savar, le Conseil départemental du Cher, la Région Centre-Val de Loire et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Dans le cadre d'une convention tripartite entre Veolia Eau, la mairie de La Riche et l'Association Solidarité-Kendié (ASK), des actions sont menées en partenariat depuis 1983 sur la commune de Kendié. Une commune située au Nord du Mali, sur le plateau Dogon avec une population de 15 000 habitants répartis au sein de 35 villages.

Véolia Eau, prestataire en charge de la distribution de l'eau à La Riche, s'est engagée à verser 1 % de la part « fermière » de ses recettes sur la

commune auprès de l'association Solidarité-Kendié en charge de la mise en œuvre des projets. Particulièrement touché par la sécheresse dans les années 1980, puis par la guerre depuis 2012, ce territoire malien est particulièrement sinistré et difficile d'accès à ce jour. Malgré ce contexte économique et géopolitique instable, 15 pompes ont pu être installées entre 2006 et 2014 en lien avec les autorités locales afin d'alimenter en eau 15 villages de pompes manuelles.

## Objectif n° 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

*Agnès Riffonneau et Dominique Thomas*

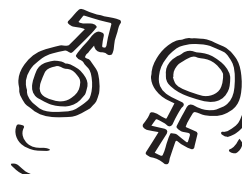
# 62 MILLIONS DE JEUNES FILLES DÉSCOLARISÉES<sup>1</sup>

**Agnès Riffonneau et Dominique Thomas sont membres du Groupement des Educateurs Sans Frontières (GREF).**

<sup>1</sup> <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violence-de-genre/reperes-statistiques>

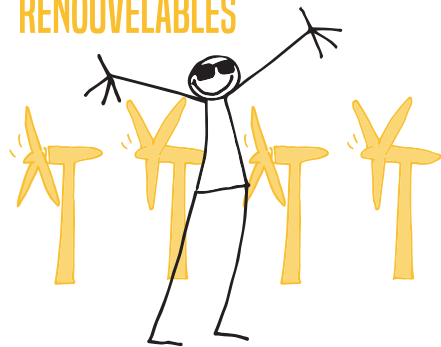
Alors que l'école devrait être un lieu protégé où les filles pourraient s'accomplir et s'autonomiser, elle est au contraire le lieu même des violences de genre : actes ou menaces de violence sexuelle, physique ou psychologique, à l'école ou aux alentours, entraînent déscolarisation, grossesses précoces, maladies et... paupérisation des communautés.

Pour lutter contre ce fléau, le GREF sensibilise les équipes éducatives, forme des « pairs-éducateurs » pour enrayer les conduites déviantes, soutient l'éducation sexuelle des adolescents-es, en lien avec les discriminations.



## Objectif n° 7 *Françoise Chevalier*

RECOURS AUX ÉNERGIES  
RENOUVELABLES



# L'UTILISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU BURKINA FASO

**Françoise Chevalier est présidente de l'association Couleur Baobab.**

L'association Couleur Baobab œuvre depuis une dizaine d'années avec les habitants de la commune de Bousouma au Burkina Faso en matière de développement durable.

## PLASTIQUE DE RÉCUPÉRATION

Notre association a accompagné un groupe de femmes de cette localité

dans le développement d'une activité de création de bijoux via la production de perles constituées en plastiques de récupération. Aujourd'hui cette structure est devenue une entreprise locale au bénéfice d'environ 200 personnes.

## LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION & ÉCLAIRAGE SOLAIRE DANS LES ÉCOLES

En 2015 l'association a lancé la construction de « foyers améliorés » visant à réduire (de moitié !) la consommation de bois utilisé pour la cuisine. Elle a financé des formatrices burkinabés qui ont appris aux femmes à construire ces fours en terre. Plus de 500 foyers ont été construits à ce jour.

## ÉCLAIRAGE SOLAIRE

La commune est composée d'une soixantaine de hameaux disposant tous d'une école primaire, cependant aucune ne dispose de réseau électrique. Afin de permettre aux enfants scolarisés de rester étudiant sur place, le soir après l'école, l'électricité étant rare dans les habitations de ces hameaux, Couleur Baobab a doté chacune des 68 écoles d'un éclairage solaire suite à une demande des habitants. À ce jour, une douzaine d'écoles sont déjà équipées.



PHOTO : ASSOCIATION COULEUR BAOBAB



## Objectif n° 8

### ACCÈS À DES EMPLOIS DÉCENTS

L'association pour la solidarité des frères handicapés d'ici et d'ailleurs est basée à Orléans.

En Ituri, région de la République Démocratique du Congo (RDC), plus de 120 000 personnes vivant avec un handicap sont marginalisées. Une Fraternité locale implantée à Mahagi, veille à leur apporter un concours, en partenariat avec l'association orléanaise ASFHIA, en vue de les rendre autonomes sur un plan économique et social.

De 2011 à 2014, des crédits ont été affectés à des tests de micro jardins financés sur des prêts remboursables dès l'obtention des récoltes ;

ASFHIA

## DES JARDINS POUR RENDRE AUTONOMES DES HANDICAPÉS



face à des résultats concluants, deux projets de jardins ont été subventionnés. Début 2017, sont cultivés 73 jardins d'une surface globale de 4,5 hectares.

Les premiers résultats sont très positifs allant au-delà des objectifs fixés :

- Des résultats de culture très positifs dès la première année d'exploitation ;
- Deux cultures annuelles envisageables ;
- Une situation plus mitigée pour les petits élevages ;

- Des tests intéressants menés pour des plantations de café à poursuivre ;
- Une comptabilité instaurée et tenue avec succès.

Trois ans après leur première implantation, ces jardins sont toujours aussi productifs, les crédits accordés sont remboursés et c'est maintenant près d'une centaine de personnes vivant avec un handicap qui ont acquis une insertion économique et sociale pour eux et leurs proches.

## Objectif n° 9

### INNOVATION ET INFRASTRUCTURES



PHOTO : ASSOCIATION DISTILLA'SUN / LYCÉE VAUCANSON

Distilla'Sun

## INNOVER DANS LA DISTILLATION SOLAIRE



La parabole de Distilla'Sun a été créée par les élèves du lycée Vaucanson pour les familles marocaines.

Les eaux florales obtenues par hydrodistillation sont très utilisées au Maroc pour leurs vertus culinaires, cosmétiques et thérapeutiques. 6 élèves de 1ère Scientifique du lycée Vaucanson ont travaillé à la mise au point d'un dispositif utilisant l'énergie solaire avec 2 objectifs : permettre son achat par le plus grand

nombre et limiter les rejets de gaz à effet de serre.

Les élèves ont d'abord réfléchi à un dispositif permettant de distiller en optimisant le fonctionnement et le coût. Ils ont ensuite vérifié que les eaux obtenues étaient similaires à celles recueillies par la méthode traditionnelle en partenariat avec les facultés de chimie et médecine de Tours.

Le succès du produit exposé à la fête de la Fleur d'Oranger en mars 2016 à Marrakech a permis sa présentation par l'équipe à la COP22 au Maroc en novembre 2016. Les nombreux contacts pris au Maroc et en Afrique semblent prometteurs ! Le suivi d'un projet de coopération internationale étant souvent complexe, il va être facilité par l'ONG Bolivia Inti Sud Soleil (Nantes), prête à proposer le produit sur ses sites d'intervention au Maroc. A ses côtés, une nouvelle équipe de lycéens projette désormais de développer ce dispositif dans le haut Atlas marocain et la région de Marrakech sur l'année 2018.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR DISTILLA'SUN

> [WWW.VAUCANSON.ORG](http://WWW.VAUCANSON.ORG) ET

# Objectif n° 10

## RÉDUIRE LES INÉGALITÉS



# RÉDUIRE LES INÉGALITÉS GRÂCE À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES JEUNES

La réduction des inégalités est un Objectif de développement durable important, il s'adresse à toutes les catégories de populations, dans chaque pays mais aussi entre pays voire sur plusieurs continents.

En 2017-2018, Centraider et la Région Centre-Val de Loire ont choisi de promouvoir la mobilité internationale des jeunes au travers du dispositif de Service Civique International (SCI) via des partenariats avec des acteurs basés en Allemagne, en République Tchèque et au Maroc, trois zones de coopération du Conseil régional. Ce sont pas moins de 20 jeunes issus de la région et de ces trois pays partenaires qui s'engageront durant 8 mois au sein de missions proposées par un panel de structures très diverses (établissement scolaire, centre sociaux, foyer de jeunes travailleurs, comité de jumelage). La mobilité internationale a

longtemps été réservée à des jeunes issus de familles aisées, pour qui les études supérieures et l'international sont la norme. Les temps changent et les dispositifs se multiplient afin que la mobilité internationale soit plus accessible à tous.

Les jeunes ruraux, ou issus de l'immigration, des quartiers sensibles, en cursus courts voire en déscolarisation, sont le plus souvent exclus de ces expériences internationales. L'aide financière accordée par le Conseil régional pour les déplacements et hébergement des jeunes favorise l'accès à la mobilité internationale pour ces jeunes dits « éloignés des mobilités », en leur permettant d'acquérir des compétences liées à une mission d'intérêt général encadrée tout en vivant une expérience humaine des plus enrichissantes.

*Lucas Bonnie et  
Nicolas Desmoitier*

## « V'ASIE ROULE »

Lucas Bonnie et Nicolas Desmoitier sont les deux fondateurs de l'association et sont Co-présidents.

Nous sommes deux étudiants s'étant associés pour réaliser un projet sportif et solidaire: parcourir 6.000 km en vélo en Asie du Sud-Est (Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande) pour aider à la scolarisation d'enfants défavorisés via l'association « Enfants du Mékong ».

Une trentaine d'établissements du primaire au lycée, provenant de différents milieux sociaux (ZEP, handicapés, public, privé, ITEP...), ont associé leurs forces autour d'actions solidaires (ventes de gâteaux, tombolas, courses solidaires, etc.). Notre rôle a été de montrer à quoi a servi l'argent récolté, en réalisant des reportages vidéo publiés sur internet pendant notre périple. Ainsi, tout en les faisant voyager et avec une approche ludique, les enfants ont pu réaliser non seulement la chance qu'ils ont d'aller à l'école mais surtout de pouvoir devenir acteurs de la réduction des inégalités. Plus les enfants sont sensibilisés tôt, plus ils sont aptes à devenir des citoyens responsables et soucieux des problèmes qui les entourent. Le projet s'est révélé être une réussite: 25.000 euros récoltés, 1.200 élèves sensibilisés et une centaine d'enfants qui rêvent de prendre la relève de V'asie roule !



PHOTO : ASSOCIATION VASIE ROULE





PHOTO : FORUM INITIATIVES JEUNES - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CHER

*Emilie Bargo*

## LE PROJET « LES PARCOURS COORDONNÉS »

**Emilie Bargo est chargée de mission régionale sur l'inter-national auprès de l'Union Française des Œuvres Laïques. Elle est également administratrice à Centraider.**

Les politiques publiques de jeunesse se caractérisent par un certain éclatement et un manque de lisibilité qui creusent facilement le fossé entre d'une part, une jeunesse ayant une culture de la mobilité et des outils mobilisables et d'autre part une jeunesse confrontée à différents freins qui la poussent à une posture de repli et d'isolement. Le département du Cher est exposé à une situation inquiétante concernant « les déterminants » de l'insertion des jeunes. Fin 2015, la Ligue de l'enseignement du Cher, association d'éducation populaire, a donc mis en place un projet innovant « Les Parcours coordonnés ». Soutenu par le Fond Social Européen (Programme « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »), la Caf et le Conseil départemental du Cher, il consiste à repérer dans le département des jeunes de 16 à 25 ans sans emploi, non scolarisés ou en formation afin de participer à un parcours de remobilisation. Pendant 4 à 5 jours, une dizaine de jeunes, travaillent sur la confiance en soi, l'identification des points forts et des freins rencontrés par chacun, ou encore la connaissance des dispositifs destinés aux jeunes... A l'issue du parcours, chacun définit un pré-projet d'orientation socio-professionnelle en vue de réintégrer des dispo-

sitifs de droit commun et d'avancer dans leur projet individuel. Les débouchés peuvent être une reprise du suivi avec les missions locales, la recherche d'une formation ou d'un travail, la reprise d'études, un accompagnement pour lever certains freins à l'insertion (mobilité, addiction, démarches administratives), l'engagement dans une mission de service civique... Nous suivons le devenir des jeunes pendant plusieurs mois à l'issue du parcours de remobilisation.

Actuellement, 4 parcours ont été menés au bénéfice de 37 jeunes. Un dernier est prévu fin novembre 2017, à Bourges.

**POUR EN SAVOIR PLUS,  
CONTACTEZ LAURENCE PARIS  
> [PARCOURS.COORDONNES@  
LIGUE18.ORG](mailto:PARCOURS.COORDONNES@LIGUE18.ORG)**

# Objectif n° 11

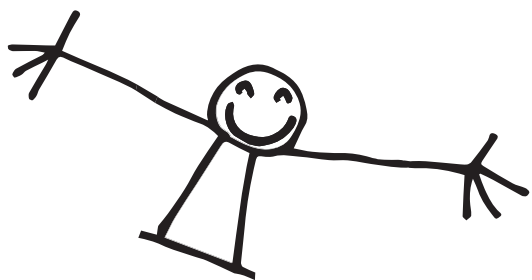
VILLES  
ET COMMUNAUTÉS DURABLES

*Jean-François Fillaut*

## UN NOUVEAU LABEL « PLASTIQUE RECYCLÉ ÉQUITABLE », QUI CONTRIBUE AUX ODD



**Jean- François FILLAUT**  
est co-fondateur et co-  
gérant de la coopérative  
ESPERE France, il est  
aussi administrateur à  
Centraider.



Le premier label « plastique recyclé équitable » vient d'être lancé par un nouvel acteur de la solidarité internationale en région Centre : WASTE&HOPE\*, une entreprise basée à Vendôme qui soutient depuis l'Europe le développement de filières durables de gestion et de valorisation des déchets dans les pays les moins avancés.

L'objectif est de labelliser des produits finis, constitués à 100% de matières plastiques recyclées qui proviennent de ces pays en développement. Les déchets plastiques sont transformés localement par des entreprises sociales auto-suffisantes. La création de valeur ajoutée est répartie équitablement et permet à des populations vulnérables de vivre plus décemment. Des contributions sont identifiées pour chacun des 17 ODD.

Un événement est prévu fin 2017 pour officialiser le lancement du label, et coconstruire la méthode et les critères retenus pour obtenir ce label.

\*WASTE&HOPE a été créée fin 2016 conjointement par la coopérative ESPERE (Vendôme, Loir-et-Cher) et l'entreprise sociale PROPLAST (Dakar, Sénégal).

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
**> WASTE-HOPE.COM**  
**OU INFO@WASTE-HOPE.COM**





PHOTO : RAMASSAGE DÉCHETS PAR LES ÉTUDIANTS - AFKE

PHOTO : MANUEL MESZAROVITS - PROPLAST



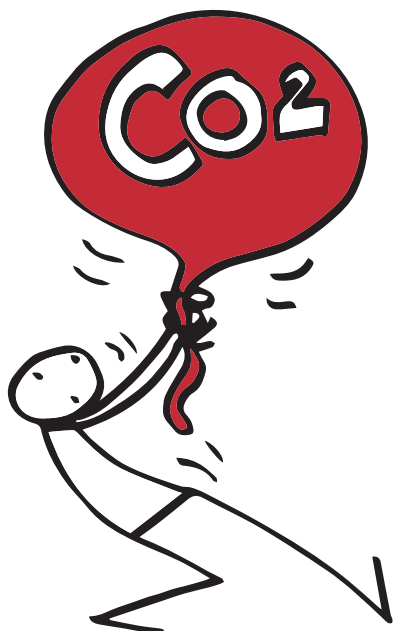
*Franck Chaumartin et Philippe Boizeau*

## LA PROTECTION DE LA FORÊT DE BICHKEK AU KIRGHIZSTAN

**Franck Chaumartin est chargé de projet écotourisme et Philippe Boizeau est Président de l'association**

### Objectif n° 13

LUTTER  
CONTRE LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE



L'Association Franco-Kirghize d'Écotourisme est une association française à but non lucratif dont l'objectif est de développer un tourisme responsable et durable au Kirghizstan (Asie Centrale). Dans cette optique, elle participe à différentes actions environnementales dans ce pays, et est à l'initiative du projet de réhabilitation du parc Karagachevaïa Rocha<sup>1</sup> (« bosquet d'ormes »).

Partant du constat que les habitants de Bichkek, capitale du Kirghizstan, regrettent que leurs espaces verts soient aujourd'hui dans un état de détérioration notable (coupes d'arbres, constructions sauvages, présence de déchets ménagers), l'AFKE a décidé de lancer un projet visant à protéger la plus vaste et la plus ancienne forêt de la ville, pour la réaménager en un centre d'éducation à l'environnement. Ce serait le premier du genre au Kirghizstan. Il comprendrait en un même lieu un

arboretum, un espace de repos et d'éducation à l'environnement.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, est porteur du label PARIS2015 / COP21<sup>2</sup> et compte parmi ses partenaires la Région Centre-Val de Loire, et plus localement la Mairie de Bichkek.

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
> [WWW.LAREVUEFRANCO-KIRGHIZE.COM](http://WWW.LAREVUEFRANCO-KIRGHIZE.COM) OU 

<sup>1</sup> Pour plus d'informations, voir l'article datant de novembre 2012 : « Karagachevaïa Rocha : un patrimoine à préserver ». [http://larevuefranco-kirghize.com/pdf/kirghizstan/article\\_ecotourisme\\_1415980875\\_fr.pdf](http://larevuefranco-kirghize.com/pdf/kirghizstan/article_ecotourisme_1415980875_fr.pdf)

<sup>2</sup> Page du label COP21 / AFKE : <http://www.cop21.gouv.fr/fr/societe-civile/labellisation-et-soutien-aux-projets/lassociation-franco-kirghize-decotourisme>. Précisons que sur 587 porteurs de projets labellisés COP21, seuls 93 se déroulent hors de France.

# Objectif n° 12

## CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLE



Parvenir à une croissance économique et à un développement durable exigent que nous réduisions d'urgence notre empreinte écologique en changeant nos modes de production et de consommation des marchandises et des ressources. L'agriculture est le plus grand consommateur d'eau du monde et l'irrigation engloutit désormais près de 70 % de toute l'eau douce propre à la consommation humaine.

La gestion efficace de nos ressources naturelles partagées, ainsi que la façon dont nous éliminons les déchets toxiques et les polluants, sont des cibles importantes pour cet objectif.

Une part considérable de la population mondiale consomme toujours trop peu pour répondre ne serait-ce qu'à ses besoins élémentaires. Réduire de

### L'IRRIGATION ENGLOUTIT DÉSORMAIS PRÈS DE 70% DE TOUTE L'EAU DOUCE PROPRE À LA CONSOMMATION HUMAINE

moitié le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau des distributeurs et des consommateurs est également primordial pour créer des chaînes de production et d'approvisionnement plus efficaces. Cela peut contribuer à la sécurité alimentaire et nous diriger vers une économie reposant sur une utilisation plus rationnelle des ressources.

> [WWW.PNUD.ORG](http://WWW.PNUD.ORG)

**Agnès Renaudon fait partie du collectif «ALIMENTERRE 36» dans l'Indre qui regroupe Artisans du Monde 36, CCFD Terre Solidaire, ADAR La Châtre, GDCIVAM 36, AMAP Berry, Lycée Agricole de Châteauroux, BiHanaat, VigilanceOGM36, confédération paysanne 36, «Echanges et Amitié, Tous citoyens du monde**

Le Festival Alimenterre est relayé dans l'Indre depuis de nombreuses années par diverses associations organisant individuellement une animation à l'occasion de l'événement. En 2013, Stéphane, enseignant au lycée agricole de Châteauroux, et Agnès, militante à l'association Artisans du Monde, proposent de fédérer les organisations locales dont les objectifs s'inscrivent dans les problématiques du festival : souveraineté alimentaire, agriculture paysanne, consommation responsable, commerce équitable... Ainsi, des relations s'établissent, les compétences des uns venant nourrir les engagements des autres. Depuis cette date, « Le collectif Alimenterre 36 » ne cesse de s'élargir et par la multiplicité des organisations engagées c'est dorénavant sur l'ensemble du département que sont program-

mées des animations Alimenterre : projections, débats, expositions, rencontres avec des partenaires du Sud. Chacune est prise en charge par une ou plusieurs organisations du collectif, ce qui permet de diversifier les publics, au niveau générationnel (des ciné-débat entre jeunes lycéens et grand public), comme au niveau des connaissances et des centres d'intérêt. Les organisations du collectif ont appris à mieux se connaître, à partager leurs engagements et soutenir des initiatives propres à l'une ou à l'autre tout au long de l'année. Aujourd'hui, les ODD définis par l'ONU viennent conforter ces initiatives initialement prises par nos organisations citoyennes. A nous désormais de se les approprier et démontrer que ces ODD ne sont pas la panacée de technocrates ou de décideurs



*Agnès Renaudon*

## FESTIVAL ALIMENTAIRE 8 FILMS POUR ALIMENTERRE

PHOTO : BASTIEN BREUIL - FESTIVAL ALIMENTAIRE - CFSI





## ERRE : MENTER LE DÉBAT

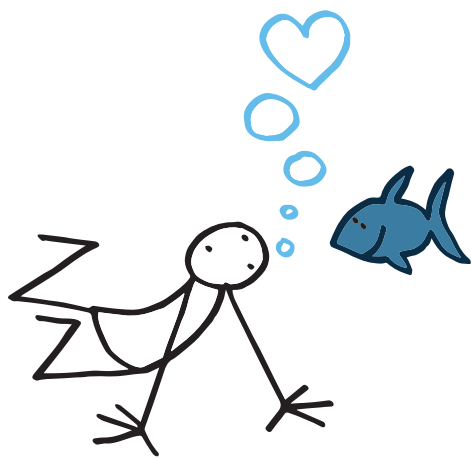
mais bien de l'ensemble des organisations de la société civile. Si l'ODD 12, qui engage vers la production et la consommation responsables, est au cœur de nos engagements, ce sont aussi les ODD 2, 3, 8, qui nous animent. Nous n'avons rien à inventer, nous avons juste maintenant à intégrer dans nos programmes, nos animations, nos revendications, ces ODD que nous faisons vivre à travers nos engagements. Le changement de société que nous appelons ne viendra que par le renforcement de nos propres changements et les plaidoyers que nous développons à travers nos initiatives collectives.

**« LES ORGANISATIONS  
DU COLLECTIF ONT  
APPRISES À MIEUX  
SE CONNAÎTRE, À  
PARTAGER LEURS  
ENGAGEMENTS  
ET SOUTENIR DES  
INITIATIVES PROPRES  
À L'UNE OU À L'AUTRE  
TOUT AU LONG DE  
L'ANNÉE »**



**FESTIVAL ALIMENTERRE :**  
**DU 15 OCTOBRE AU 30**  
**NOVEMBRE EN RÉGION**  
**CENTRE-VAL DE LOIRE**  
**>WWW.FESTIVAL-**  
**ALIMENTERRE.ORG**





## Objectif n° 14

# LA VIE AQUATIQUE

Absents des OMD, les océans et les ressources halieutiques occupent une place importante dans les ODD. Ceci reflète la prise de conscience grandissante au sein de la communauté internationale que les océans ont un rôle important à jouer pour le développement durable. En effet, dans un grand nombre de pays, la pêche constitue un moyen important de subsistance et permet d'améliorer la sécurité alimentaire des populations côtières.

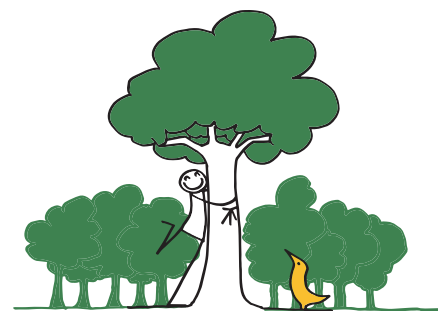
Initiative globale, la FiTI (Fisheries Transparency Initiatives) a été développée dans le but d'établir une gouvernance des pêches responsable. Rendre transparentes des informations sur la pêche, protéger des stocks de poisson et un accès équitable à la pêche, combattre la surpêche et la pêche illégale, appuyer les pêcheurs artisanaux... En rendant la pêche plus durable et plus responsable par le biais de la transparence et de la participation, la FiTI contribue à la mise en œuvre de l'ODD 14. La FiTI est une initiative internationale. Aucun acteur en région n'est référencé sur l'ODD 14.





# Objectif n° 15

## LA VIE TERRESTRE



*Anne-Claire Bonhoure*

## TRAVAILLER AVEC ET NON CONTRE LA NATURE

**Anne-Claire Bonhoure fait partie du service régional de la formation et du développement à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Centre-Val de Loire.**

« L'ENJEU EST DE DÉVELOPPER DES AGRICULTURES DURABLES QUI CONCILIENT RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, RENDEMENT ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE COLLECTIVE AU SEIN DES TERRITOIRES »

La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt participe, en région Centre-Val de Loire, à la mise en œuvre du projet agro-écologique pour la France en lien avec le Conseil régional, la profession agricole, la formation professionnelle, la recherche... L'idée de départ est simple : travailler avec la nature et non contre elle. Pour cela, l'exploitation agricole doit être considérée dans sa globalité et au cœur de son environnement. L'enjeu est de développer des agricultures durables qui concilient respect de l'environnement, rendement économique et dynamique collective au sein des territoires. Pour cela, plusieurs outils et plans d'actions sont mobilisés visant à former les agriculteurs d'aujourd'hui et de demain, favoriser les dynamiques collectives, réduire l'usage des pesticides et des antibiotiques vétérinaires, encourager l'agriculture biologique, préserver la biodiversité et les abeilles, valoriser les effluents d'élevage... Concrètement, cela se traduit par :

- l'orientation des aides agricoles pour les rendre plus incitatives,
- l'adaptation de l'accompagnement technique des agriculteurs,
- l'évolution de l'enseignement agricole et des diplômes,
- la mobilisation de la recherche.

# Objectif n° 16

## PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



*Julie Renou*

# LES ODD : UN PROJET AMBITIEUX

**L'Association Médina conduit des actions de solidarité humanitaire auprès des victimes civiles des conflits au moyen de projets d'urgence, de post-urgence et de développement.**

Les Objectifs de Développement Durable de l'ONU sont un projet ambitieux. Un échec à l'horizon 2030, relativement proche, serait un signal très néfaste. Les ONG, mais aussi le réseau associatif, sont acteurs de l'accès aux Droits humains de base : eau potable, alimentation, soins, éducation... Mais quel est leur rôle dans le développement durable, maillon indispensable de l'émergence de sociétés plus justes, paisibles et inclusives ?

Pour y parvenir, nos projets doivent dépasser leur impact local et immédiat : il faut travailler sur leur intégration dans une dynamique globale, afin qu'ils soient cohérents avec les projets des autres associations et ONG. Dans ce but, l'Association Médina est membre de collectifs d'associations françaises agissant dans des domaines similaires, ainsi que de Coordinations sur le terrain, par exemple les clusters de l'OCHA (ONU).

Le lien avec la société civile de nos lieux d'intervention est capital : c'est elle qui a témoigné des domaines dans lesquelles elle doit être soutenue, elle

qui s'est impliquée dans la conduite du projet, elle encore qui pourra le pérenniser, voire le reproduire. Notre présence sur le terrain, lorsqu'elle est possible, est alors irremplaçable.

Le développement durable suppose aussi l'appropriation de l'acte de solidarité par notre entourage. Medina mène des actions de sensibilisation telles que conférences, expositions, et participe à un domaine en plein développement : l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Nos associations peuvent et doivent se rapprocher des établissements scolaires de leur département. La jeunesse, sensibilisée à la souffrance de l'autre, accédant à la possibilité d'y répondre, devient ainsi porteuse d'une action pérenne et structurante, ici comme sur nos lieux d'intervention.



# Objectif n° 17

## PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

*Emilie Blondy*

# LES MIGRATIONS: UNE PLUS-VALUE DANS L'ATTEINTE DES ODD

**Emilie Blondy est coordinatrice des Programmes Maghreb/Méditerranée du Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le tiers Monde (Grdr - Migration-Citoyenneté-Développement)**

Le nouvel agenda mondial des ODD offre pour les prochaines années une opportunité unique de faire dialoguer les territoires de coopération et leurs citoyens pour l'avancement d'objectifs devenus mondiaux tels que l'adaptabilité au changement climatique, la lutte contre les inégalités, l'accès à des emplois décents, etc. C'est ce que promeut l'ODD n°17 « Mise en œuvre et partenariats ».

Par leur double ancrage dans les pays d'origine et de destination, les migrations concourent à révéler ces enjeux (et intérêts) communs entre régions du monde. Trop peu explorées pour les plus-values qu'elles recèlent - au profit d'une approche souvent défensive - elles constituent pourtant un vecteur de développement social et économique conséquent. La cible 18 de l'ODD 17 ouvre aujourd'hui une porte pour leur prise en compte dans la mesure des progrès de développement.

À travers l'interaction portée par l'immigration entre les deux continents européen et africain notamment, l'association Grdr a construit une approche qui permet d'intégrer les mobilités humaines dans les processus de développement local. L'expérience acquise montre que les mi-

grants sont porteurs de projets, de connaissances, de savoir-faire, de compétences qui contribuent aussi bien au développement de leur territoire d'origine que d'accueil.

Le Grdr et ses partenaires, parmi lesquels plusieurs réseaux régionaux multi-acteurs dont Centraider, se mobilisent pour porter un discours positif sur les migrations afin de contrer les idées reçues et d'animer collectivement un plaidoyer en faveur d'une prise en compte accrue des dynamiques portées par les migrants dans le développement des villes. C'est l'ambition du programme « ODD & Migrations » dont le Grdr assure la coordination avec le soutien de l'Agence française de développement. Le programme entend fournir des pistes opérationnelles d'action avec les citoyens, les élus et les acteurs de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale pour participer activement à la mise en œuvre des ODD (notamment les 5 ciblés par le programme : 1, 10, 11, 16 et 17) dans leur territoires.

**> Retrouvez le clip du projet avec le témoignage de Tony Ben Lahoucine, Président de Centraider sur la chaîne Youtube du Grdr**



# LA FORCE DES RÉSEAUX REGIONAUX MULTI-ACTEURS

Depuis le milieu des années 90, plusieurs régions françaises ont mis en place des « dispositifs régionaux d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs de la coopération internationale », à l'initiative conjointe de l'Etat (représenté par la préfecture de Région), de collectivités territoriales et/ou d'associations.



## UNE IDENTITÉ COMMUNE

Chacun de ces réseaux a une histoire, un statut et un contexte différents, mais ils se retrouvent autour de trois spécificités, qui fondent une identité commune :

Leur action est ancrée dans le territoire régional ; leurs objectifs, dans un esprit de service public, sont d'améliorer la qualité des actions de coopération internationale et de solidarité, et de contribuer à l'ouverture internationale des habitants de leurs territoires. Ils animent un réseau multi-acteurs (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, structures d'éducation populaire,

établissements publics, acteurs économiques, etc.) dans une dynamique d'échanges, de travail collaboratif, de concertation et de subsidiarité.

## QUELLES ACTIVITÉS ?

Cela se concrétise par la mise en œuvre de quatre activités :

L'identification des acteurs : constitution de bases de données.

L'information : veille informative, production et diffusion d'information.

L'appui aux porteurs de projet : formation, conseil et appui méthodologique.

L'animation des échanges et de la concertation entre les acteurs : capitalisation d'expériences, mutuali-

sation, organisation de rencontres, création de synergies.

## UN RÉSEAU DES RÉSEAUX

Ces réseaux régionaux développent entre-eux des synergies via un « réseau des réseaux » informel, soutenu par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, dont le secrétariat est assuré annuellement de manière tournante. En 2017, c'est « Gescod » qui en a la charge. Ils mettent leur expertise à disposition des acteurs des autres régions.

## DÉCOUVREZ LE RÉSEAU DE VOTRE RÉGION

### AUVERGNE RHÔNE-ALPES

**Resacoop**  
[www.resacoop.org](http://www.resacoop.org)

### BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Bourgogne-Franche-Comté International**  
[www.bourgognecooperation.org](http://www.bourgognecooperation.org)  
[www.cercoop.org](http://www.cercoop.org)

### BRETAGNE

**Abcis\***  
[www.breagne-solidarite-internationale.org](http://www.breagne-solidarite-internationale.org)

### CENTRE-VAL DE LOIRE

**Centraider**  
[www.centraider.org](http://www.centraider.org)

### GRAND-EST

**Gescod**  
[www.gescod.org](http://www.gescod.org)

### HAUTS-DE-FRANCE

**Lianes Coopération**  
[www.lianescoperation.org](http://www.lianescoperation.org)

### NORMANDIE

**Horizons Solidaires**  
[www.horizons-solidaires.org](http://www.horizons-solidaires.org)

### NOUVELLE-AQUITAINE

**SO Coopération**  
[www.socooperation.org](http://www.socooperation.org)

### OCCITANIE

**Occitanie Coopération**  
[www.oc-cooperation.org](http://www.oc-cooperation.org)

### PAYS DE LA LOIRE

**Alcid\***  
[www.alcid.org](http://www.alcid.org)

### PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Territoires Solidaires**  
[www.territoires-solidaires.com](http://www.territoires-solidaires.com)

\*autres réseaux dédiés à la coopération et à la solidarité internationale.

# calendrier DU RÉSEAU

## OCTOBRE

15

Lancement du Festival  
ALIMENTERRE



TOUS LES ÉVÉNEMENTS EN  
RÉGION CENTRE-VAL DE  
LOIRE SUR  
> [WWW.FESTIVAL-ALIMENTERRE.ORG](http://WWW.FESTIVAL-ALIMENTERRE.ORG)

19

Commission Santé

19

Formation « Intégrer l'art et la  
culture à ses actions de coopé-  
ration: stratégie et montage de  
projet »

21

Commission Agriculture  
& Alimentation

## NOVEMBRE

8

Formation « L'éducation à la  
citoyenneté et à la solidarité  
internationale à l'école »

15

Permanences-conseils de  
Centraider dans l'Indre-et-Loire  
(37) et le Loiret (45)

16

Commission Amérique latine

17

Lancement  
du Festival des Solidarités en  
région Centre-Val de Loire



TOUS LES ÉVÉNEMENTS EN  
RÉGION CENTRE-VAL DE  
LOIRE SUR  
> [WWW.CENTRAIDER.ORG](http://WWW.CENTRAIDER.ORG)

23

Formation « Rédiger sa demande  
de financement »

## DÉCEMBRE

5

Commission « Organisations de  
Solidarité Internationale issues de  
l'immigration »

12-14

Formation « Bâtir une stratégie de  
communication efficace »

15

Permanences-conseils de  
Centraider dans le Cher (18) et  
l'Eure-et-Loir (28)

## L'ÉQUIPE

### 6 salariées à votre écoute



**Cyril  
Boutrou**

Directeur de l'association  
Joué-lès-Tours  
[cyril.boutrou@centraider.org](mailto:cyril.boutrou@centraider.org)



**Sophie  
Laly**

Responsable  
administrative  
et financière,  
coordinatrice Festival  
des Solidarités  
Vendôme  
[sophie.laly@centraider.org](mailto:sophie.laly@centraider.org)



**Guillaume  
Guetreau**

Chargé de communication  
et animation réseau  
Orléans  
[guillaume.guetreau@centraider.org](mailto:guillaume.guetreau@centraider.org)



**Anthony  
Sigonneau**

Chargé de mission  
Appui-Acteurs  
Joué-lès-Tours  
[anthony.sigonneau@centraider.org](mailto:anthony.sigonneau@centraider.org)



**Elsa  
Tisné-Versailles**

Chargée de mission  
Appui-Acteurs  
Vendôme  
[elsa.tisne-versailles@centraider.org](mailto:elsa.tisne-versailles@centraider.org)



**Anne  
Le Bihan**

Coordinatrice mobilité  
européenne et  
internationale  
Orléans  
[anne.lebihan@centraider.org](mailto:anne.lebihan@centraider.org)

## UN JEUNE BÉNINOIS À CENTRAIDER POUR LA PROMOTION DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE



Centraider souhaite la bienvenue à Hassane Seibou, qui effectue un service civique international de « réciprocité » au sein de l'équipe de professionnels. Arrivé le 11 septembre du Bénin pour une durée de 10 mois, il a pour principale mission de promouvoir ce dispositif de mobilité internationale et d'engagement pour des jeunes résidents dans des pays du Sud, auprès des membres et partenaires de Centraider. N'hésitez pas à le contacter afin d'obtenir des renseignements sur ce dispositif et bénéficier de son témoignage lors de vos événements (CA, repas, conférence, etc.).

> Courriel : [hassane.seibou@centraider.org](mailto:hassane.seibou@centraider.org)  
tél : 07 71 93 44 76

**CENTRAIDER**  
Siège

140 Faubourg Chartrain  
41100 Vendôme  
tél.: 02 54 80 23 09

**CENTRAIDER**  
Antenne de Joué-lès-Tours

10 avenue de la République  
37300 Joué-lès-Tours  
tél.: 02 47 34 99 47

**CENTRAIDER**  
Antenne d'Orléans

3 rue de la Chôlerie  
45000 Orléans  
tél.: 02 54 80 23 09



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

## 32 bénévoles mobilisés pour le réseau



**Tony Ben Lahoucine**

**Président**  
Communication, formation, coopération décentralisée; Collège réseaux départementaux.



**Jean-Michel Henriot**

**Trésorier**  
ECSI, Commission éducation & formation; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Wilfried Schwartz**

**Vice-Président**  
Maire de La Riche; Collège collectivités locales et leur regroupement.



**Issouf Eli Moussami**

**Vice-président**  
Commission tourisme équitable et solidaire; Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'immigration (OSIM).



**Bertrand Sajaloli**

**Vice-président**  
Commission énergie-climat-environnement; Collège institutions régionales.



**David Bohbot**

**Vice-Président**  
Collège associations locales.



**Hélène Mignot**

**Secrétaire**  
Ressources humaines; Collège associations locales.



**Marie-Claude Bolzon**

Commission Afrique; Collège réseaux départementaux.



**Elisabeth Aliaga**

Commission Amérique latine; Collège associations locales.



**Jean-Claude Lézier**

Commission eau et assainissement; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Alain Payen**

Commission Asie, commission éducation & formation; Collège associations locales.



**Joël Dine**

Commission agriculture; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Georges Rondeau**

Migrants et OSIM; Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Agnès Rifonneau**

Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Jean-Luc Guéry**

Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Daniel Millière**

Commission santé; Collège associations locales.



**Jean-Jacques Ondet**

Collège associations locales.



**François Zaragoza**

Commission Europe; Collège comité de jumelages.



**Jean-François Fillaut**

Commission énergie-climat-environnement; Collège acteurs économiques.



**Victor Provot**

Maire de Thiron-Gardais; Collège collectivités locales et leur regroupement.



**Michel Héroy**

Maire de Châtillon-sur-Indre; Collège collectivités locales et leur regroupement.



**Françoise Missa**

Collège institutions régionales.



**Daniel Durand**

Collège acteurs économiques.



**Christine Moïrod**

Collège associations locales.



**Ralida Ferras**

Adjointe au Maire de Vierzon; Collège collectivités locales et leur regroupement.



**Christian Bourdel**

Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Emilie Bargo**

Collège associations affiliées à une représentation nationale.



**Mamadou Diarra**

Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle; Collège collectivités locales et leur regroupement.



**Denis Rasle**

Collège comités de jumelages.



**Thierno Sow**

Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'immigration (OSIM).



**Renaud Mettre**

Collège associations locales.



**Théodore Toulougoussou**

Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'immigration (OSIM).



# FESTIVAL DES SOLIDARITÉS

DU 17 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2017

LES ÉVÉNEMENTS PRÈS DE CHEZ VOUS  
FESTIVALDESSOLIDARITES.ORG #FESTISOL

Projet porté au niveau national par



Soutenu par

